

**GRANDES ÉCOLES
LES DOUBLES
CURSUS
SEDUISENT LES
INGÉNIEURS**

PAGE 17

**Aujourd'hui
en France**
ÉCONOMIE

**NOS
ANNONCES
CLASSÉES**

PAGES 18 ET 19

LUNDI 17 SEPTEMBRE 2012

SPECIAL FRANCE-ALLEMAGNE LE MATCH DES DEUX MODÈLES

Compétitivité, innovation et PME conquérantes côté allemand ; protection sociale, investissements publics et grandes entreprises mondialement reconnues côté français. Ni vainqueur ni vaincu, ces deux économies sont plus que jamais complémentaires.
PAGES 2 ET 3



ILLUSTRATION SÉVERIN MILLET

TÊTE D’AFFICHE
Lutz Bertling,
président d’Eurocopter

PAGE 4

FACE À FACE
Alstom / Siemens

PAGES 8 ET 9

MARKETING
Comment adapter ses
produits aux deux pays

PAGE 12

Les modèles français et allemands au banc d'essai

Contrairement aux idées reçues, le modèle économique allemand n'est pas meilleur que le français. La comparaison doit se faire au-delà des chiffres.

Dossier réalisé par Bineer Holzer

Le modèle allemand est devenu une référence en France. Durant la campagne présidentielle, il a été régulièrement cité dans les discours comme l'exemple à suivre. Car l'Allemagne, que l'on qualifie de « d'homme malade de l'Europe », est devenue depuis un exemple, un miracle économique, elle qui a su sortir de la crise de 2008 plus forte : chômage maîtrisé, croissance positive, exportations en hausse. D'où cette question qui revient sans cesse quand il s'agit d'évoquer l'avenir économique de la France : peut-elle et doit-elle copier son voisin d'outre-Rhin ?

L'Allemagne est sortie plus forte de la crise

Si répondre par l'affirmative est séduisant sur le papier, cette interrogation se heurte à la réalité des deux pays. Parce que le modèle économique allemand est structurellement différent du français — et pas exempt de failles. « D'un point de vue macroéconomique,

EN SAVOIR PLUS

À LIRE

- « **Compétitivité France** : le Grand Ecart », sous la direction de Michel Didier et Gilles Koléda, Editions Economica, mars 2011, 135 pages, 15 €.
- « **Réformer par temps de crise** », de l'Institut Montaigne, sous la direction de Claude Béber, Editions les Belles Lettres, coll. Maitrība, 2012, 208 pages, 15 €.
- « **France-Allemagne : Du chômage endémique à la prospérité retrouvée** », d'Henri Lagarde, Editions Presse de l'Ecole des Mines de Paris, novembre 2011, 167 pages, 23,75 €.

CHIFFRES CLÉS

	France (2011)	Allemagne (2012)
PIB	1 996 milliards d'€	2 570 milliards d'€
Habitants	65 350 millions	81 306 millions
PIB par habitant	27 600 €	30 000 €
Croissance de la population	+ 0,5 %	- 0,2 %
Taux de fécondité	2,01	1,36
Taux d'activité des 15-64 ans	70,5 %	76,6 %
Part de dépense de l'état	56,3 %	



l'Allemagne fait mieux en ce moment que la France », admet Zsolt Darvas, chercheur au think tank européen Bruegel. Ce qui ne veut pas dire que c'est à la seconde seulement de s'inspirer de la première. Loin de là.

Certes, la France a connu une perte importante de la compétitivité de son industrie (sa contribution au PIB — produit intérieur brut — a reculé de 5,2 points depuis 2007), et en dix ans l'écart s'est creusé avec l'Allemagne de quelque 250 milliards d'euros.

Certes aussi, la contribution des exportations au PIB est près de deux fois plus importante en Allemagne qu'en France. Sans oublier que les entreprises allemandes bénéficient d'un net avantage de compétitivité : elles paient sensiblement moins d'impôts et de charges sociales.

« Mais étant plus dépendante du commerce extérieur, l'Allemagne est fortement soumise à la conjoncture mondiale. Les crises internationales la touchent plus violemment », explique Henrik Uterwedde, économiste et directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigshourg, en Allemagne.

Par ailleurs, les réformes du chancelier Gerhard Schröder en 2005, dites lois Hartz IV (conçues pour flexibiliser le marché du travail, réformer la sécurité sociale, améliorer la compétitivité des entreprises), ajoutées à près de quinze années de stagnation salariale ont fait exploser les petits boulots mal rémunérés et ont précarisé de nombreux salariés. D'après une récente étude de Destatis, l'équivalent allemand de l'Insee, l'Allemagne

comptait, en 2011, 7,9 millions d'emplois précaires (temps partiel, intérim, CDD) — ce qui représente un quart de la population active —, contre 5,9 millions en 2001, avant les réformes. Et, à la différence de la France, il n'y a pas de smic général en Allemagne. Seules certaines filières ont institué un salaire minimum.

« L'Allemagne devrait doper les deux piliers sur lesquels repose le modèle économique français, qui sont la consommation intérieure et les investissements publics », considère par ailleurs Zsolt Darvas. « En effet, cela permet aux Français de maîtriser le risque de pauvreté et l'écart social entre riches et pauvres », témoigne Henrik Uterwedde. Pour preuve, le taux de fécondité en France — 2,01 enfants par femme contre 1,36 en Allemagne — représente selon lui

Deux systèmes syndicaux opposés

Si le taux de syndicalisation est important en Allemagne (plus que le double de celui de la France — 17 % contre 7,7 %, selon les derniers chiffres disponibles), les syndicats allemands restent beaucoup plus discrets que leurs homologues français. Les journées de mobilisation nationale y sont rares et le ton est plus apaisé.

Des négociations par filière et par land

Le dialogue social n'est pas un vain mot côté allemand. Traditionnellement, les représentants des employés et des employeurs cherchent d'abord le consensus pour empêcher toute escalade du conflit. Mais ce système n'est pas forcément un gage de réussite sociale. Les syndicats n'ont par exemple jamais réussi à faire passer l'instauration d'un smic gé-



néral. En termes de méthode de négociations, en Allemagne, seul un syndicat participe aux discussions afin d'éviter toute concurrence intersyndicale. Quant aux conditions de travail, elles sont négociées par filière professionnelle, mais aussi par land (l'équivalent de nos régions). Les huit syndicats principaux représentent chacun une filière et sont regroupés dans la Fédération des syndicats allemands (Deutsche Gewerkschaftsbund, DGB). Contrairement à la France, en Allemagne, le droit de grève n'est pas un droit à valeur constitutionnelle et est fortement régué. Du coup, organiser un jour de grève en dehors des structures du DGB est très risqué. A contrario, en cas de grève coordonnée avec les syndicats, les participants syndiqués sont remboursés de leur perte de salaire.

« un signe fort de confiance de la population qui, à terme, lui assurera le financement de la Sécurité sociale et un vrai potentiel de croissance ».

La natalité, un enjeu majeur

Il est vrai que l'Allemagne propose un environnement moins avantageux pour les familles en termes de fiscalité et de garde d'enfant. La faiblesse démographique est un souci majeur, le pays manquera de main-d'œuvre dans le futur. A court terme, cette situation est un facteur essentiel de la bonne santé du marché de l'emploi (le taux de chômage n'est que de 6,8 % en juillet 2012 contre

11,7 % en 2005), mais elle pose problème aux industries qui doivent renouveler leurs effectifs. D'où un recrutement accru en ce moment de jeunes Espagnols ou Italiens. « Mais cette méthode a des limites : l'immigration ne peut pas tout compenser », alerte Andrea Workötter, spécialiste en économie allemande à l'OCDE. Pour garder sa force d'exportation, l'économie allemande a besoin de main-d'œuvre spécialisée et qualifiée, de productivité et d'innovation. Un constat qui est vrai aussi pour son voisin d'outre-Rhin où le « made in France », autre slogan populaire apparu lors de la campagne présidentielle, est devenu un gage de qualité.

(LP/DELPHINE GOLDSZTEIN.)



(L.P./FREDERIC DUGIT.)

TROIS QUESTIONS À...

▷ **Guy MAUGIS**, président de Robert Bosch France et de la chambre franco-allemande de commerce et d'industrie

« La compétitivité contre le pouvoir d'achat »



(DR.)

Imaginons un match économique entre la France et l'Allemagne. Y aurait-il un vainqueur ?
Il ne faut pas regarder ce match sur une trop courte période. Sur la séquence 2010-2011, l'Allemagne a clairement l'avantage, notamment en termes d'emploi et de commerce extérieur. Mais en 2009 elle a beaucoup plus souffert que la France, étant plus dépendante de la croissance mondiale. Si la conjoncture internationale s'assombrit dans le futur, cela frapperait encore plus l'Allemagne. Et puis, un autre élément lui est très défavorable, celui de la natalité.

Le débat sur le modèle allemand en France n'est donc pas justifié ?

Les deux pays sont fondamentalement différents par leur culture, leur organisation politique, leurs systèmes entrepreneuriaux et éducatifs. L'obsession allemande est celle de la compétitivité tandis que l'obsession française est celle du pouvoir d'achat. Le modèle allemand consiste en des PME qui se spécialisent et exportent dans le monde entier. La tradition française suit le modèle d'une grande entreprise financée en partie par l'Etat qui réussit ensuite à l'international. Copier l'autre est impossible. Ne citons qu'un exemple : la France est championne du monde de l'industrie du luxe et de la mode. Elle profite de son image historique de marque d'élégance. Alors que la force de la filière automobile germanique est issue d'une passion collective pour la vitesse, la technologie et le souci du détail mécanique.

Quelles difficultés peut rencontrer une filiale allemande en France vis-à-vis de son siège social en Allemagne ?

Elle doit faire face à la réputation parfois erronée d'une France où le dialogue social serait difficile voire impossible. Et puis, d'un point de vue plus technique, à une grande instabilité juridique, notamment en termes de fiscalité, qui ne donne pas forcément envie d'investir. Cela dit, nous avons quelques atouts en France et, en particulier, une grande qualité de la main-d'œuvre disponible, avec beaucoup de jeunes qui sortent des écoles de commerce et d'ingénieurs, contrairement à nos voisins allemands, qui peinent à recruter.

CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE

PME VS Grands champions

■ La France envie à l'Allemagne ses PME prospères, orientées vers l'exportation et qui sont souvent des leaders mondiaux dans leur secteur : le fameux Mittelstand. Leurs produits haut de gamme rapportent des marges importantes permettant d'innover de manière continue. De son côté, la France peine encore, malgré les efforts d'organismes comme Oséo ou Ubrifrance, à soutenir efficacement ses PME qui ont pourtant du potentiel, notamment dans la haute technologie ou dans l'agroalimentaire. Dans l'Hexagone, ce sont d'abord les grandes entreprises réputées mondialement dans leurs secteurs respectifs (aéronautique, environnement, transport, luxe, spiritueux) qui font la force de l'économie. Alors qu'en Allemagne, ce n'est pas seulement le nombre des grands champions qui est moins important, mais aussi leur part dans la richesse nationale.

Modèle social VS Flexibilité

■ Peu de pays ont une protection sociale et un droit du travail comparables à ceux de la France. C'est le fameux modèle social à la française qui a servi d'amortisseur pendant la crise. Mais il peut se retourner contre ceux qui en bénéficient, estime Balazs Egert, économiste à l'OCDE : « En France licencier un salarié en CDI est un processus complexe soumis à de nombreux aléas et il devient donc difficile d'en décrocher un. » Michel Sapin, le ministre du Travail, a d'ailleurs regretté au début du mois que le contrat à durée indéterminée n'était plus la norme sur le marché de l'emploi.

Néanmoins, selon une étude parue en août de la direction du Trésor, le système socio-fiscal protège mieux en France contre le risque de pauvreté (13,3 % en France contre 15,6 % en Allemagne en 2009), essentiellement grâce au mécanisme de prélèvements et de protection sociale. A contrario, en Allemagne, l'indemnisation du chômage est plus faible, mais les moyens alloués à l'accompagnement et au suivi des demandeurs d'emploi sont plus importants. Les réformes du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder ont durci les conditions d'attribution de l'aide sociale et des indemnités chômage et créé un « marché de petits salaires ». Cela a certes permis de réintégrer des chômeurs dans le marché du travail, mais cela a eu comme effet pervers d'instaurer des « travailleurs pauvres » qui vivent péniblement avec leurs « mini-jobs ». Malgré ses revers, cette flexibilité, que le gouvernement français étudie de près depuis la rentrée, a aidé l'Allemagne à sortir de la crise. Pour faire face à la baisse de leurs carnets de commandes, les entreprises ont pu en effet provisoirement réduire le temps de travail de leurs employés, ces derniers acceptant la diminution de leur salaire... contre la garantie du maintien de leur poste.

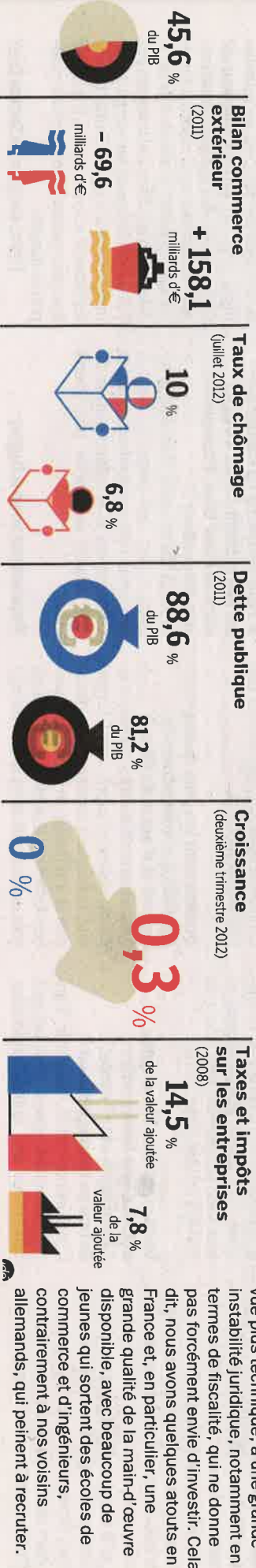
Culture générale VS Formation professionnelle

■ Le système éducatif français met l'accent sur la culture générale. Selon les experts de l'OCDE, cela favorise l'appréhension de l'innovation économique et scientifique du pays et pourrait servir d'exemple à l'Allemagne. En revanche, celle-ci dispose d'un excellent système d'apprentissage qui permet aux jeunes de renforcer leurs compétences au quotidien dans l'entreprise avec laquelle ils s'identifient fortement.

L'image de l'apprentissage étant positive dans la société allemande, il attire un grand nombre de jeunes qui ont toutes les chances de faire carrière dans l'entreprise qui les embauche. « C'est grâce à ce système que l'Allemagne se distingue comme l'un des rares pays dont le taux de chômage des jeunes (actuellement à 6,5 %) ne dépasse pas la moyenne du taux de chômage national », explique Andreas Wörkötter de l'OCDE.

Recherche publique VS Innovation privée

■ Dans le domaine de l'innovation, aucun des deux pays n'atteint l'objectif fixé par la stratégie de Lisbonne, déclinée en 2000 par les pays de l'Union européenne et qui recommande, pour une croissance durable, de dépenser 3 % du PIB pour la recherche et le développement (R&D). L'Allemagne atteint 2,8 %, la France 2,2 % (source Eurostat). Selon le centre d'observation économique REXecode, la France a un avantage dans la recherche publique. Les pouvoirs publics français jouent un rôle clé pour favoriser l'innovation et la R&D grâce à de nombreuses mesures, que ce soit pour fédérer les acteurs (création des pôles de compétitivité, des pôles de recherche et de clusters...), pour faciliter le financement (Oséo, crédit d'impôt recherche, l'Agence nationale de la recherche) ou pour mettre en place des exonérations fiscales à destination des entreprises innovantes. En revanche, les PME-PMI françaises s'imposent l'achat de brevets s'innovant, peu dans l'innovation. L'écart reste donc important entre les deux pays pour la recherche en entreprise (1,8 % du PIB en Allemagne, 1,3 % en France), conclut REXecode : « Un effort de recherche plus important en France constituerait à coup sûr un facteur de compétitivité. »



45,6
% du PIB